

LA LETTRE DES

Écologistes

MOUVEMENT ÉCOLOGISTE INDÉPENDANT

N°91 JUIN 2013

« Si tu veux que ton sillon soit droit, accroches ta charrue à une étoile » René Char

11 milliards de Terriens en 2100 !

Un rapport des Nations Unies nous annonce 11 milliards de Terriens à la fin du siècle. Nous étions 7 milliards en 2000, et 2 milliards en 1930. Jusqu'à ce jour, les démographes voulaient nous rassurer en promettant une stabilisation spontanée de la population mondiale à 9 milliards vers 2050. La croissance se poursuivra donc... au détriment de la paix, de la beauté de la Terre et de la liberté de chacun. L'Humanité dévore la planète en sacrifiant chaque année des centaines de milliers d'hectares d'espaces sauvages, en stérilisant de vastes surfaces de terres agricoles, en vidant les océans de leurs poissons.

La croissance de la population mondiale est bien l'un des paramètres majeurs de la crise globale. Malheureusement, à ce jour, le MEI est bien le seul à porter ce message dans le débat politique. La révision des allocations familiales nous en a, une fois de plus, fait la démonstration : le discours nataliste imprègne encore les politiques publiques.

L'objectif de stabilisation démographique (puis de décroissance jusqu'à un niveau soutenable) est impérieux : l'émancipation de la femme, associée au planning familial, la scolarisation pour apprendre à lire et la mise en place d'une assurance vieillesse, sont les conditions d'un freinage de la natalité, partout dans le monde. Tandis que dans les pays « développés », il suffirait de renoncer aux incitations natalistes.

SOMMAIRE

- 11 milliards de Terriens
- Changer de culture
- Un référendum raté
- La vie du Mouvement
- Biographie.
- La vie des régions.
- Calendrier

Joindre les Ecologistes (MEI)

Siège

10, rue Principale
68210 FULLEREN

Téléphone

03 89 08 00 08

E-Mail :

contact@m-e-i.fr

Site Internet:

<http://www.m-e-i.fr/>

Changer de culture politique

La dynamique du « Grenelle », appuyé par les résultats des écologistes aux élections entre 2009 et 2011, s'est traduite par un ensemble de lois et par un changement de discours des services de l'Etat en faveur de la biodiversité, de l'efficacité énergétique et de la préservation des terres agricoles. La base, par contre, n'est pas reconvertie dans la prise en compte des enjeux globaux. Respecter la diversité vivante et la beauté des territoires, économiser le foncier, intégrer la trame verte et bleue dans la planification, sont perçus comme des punitions et non comme des objectifs politiques. Les volontés communales n'évolueront que sous l'influence d'élus écologistes, ou, du moins, d'élus ayant cette sensibilité. De ce point de vue, les élections municipales constituent un enjeu important. Mais, au fond, c'est un changement de culture politique qui est nécessaire.

Le gouvernement, celui-ci comme le précédent, n'hésite pas à contredire par ses actes les bonnes intentions du « Grenelle ». Le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes est l'archétype de ces contradictions, tant il tourne le dos aux objectifs de lutte contre l'effet de serre et de protection des terres nourricières. Pour relancer la construction (oublié la lutte contre l'étalement urbain), François Hollande vient de rendre encore plus difficile et plus coûteux les recours devant les tribunaux administratifs pour les associations et les riverains (oublié l'implication citoyenne). Pour relancer l'automobile, l'Etat et les Régions subventionnent l'achat de véhicules électriques (7000 + 5000 euros par voiture) en faisant croire que l'électricité rend la mobilité motorisée vertueuse.

La crise de la dette et le chômage relèguent la planète et le futur au second rang, démontrant, une fois de plus, que la culture politique des libéraux et des sociaux démocrates est identique et invariable : les uns et les autres voient le remède dans un « pacte de croissance » et dans un « choc de compétitivité ». Paradoxalement, l'absence de moyens financiers tempèrent les envies de grands travaux et la relance par le béton et l'asphalte. La raréfaction de l'argent public devrait conduire à plus de discernement et d'intelligence dans le choix des dépenses. Mais, lorsque le ministre des transports propose de repousser au-delà de 2030 la réalisation d'une tranche de ligne ferroviaire à grande vitesse qui ferait gagner 8 minutes pour une dépense de 850 millions d'euros et de quelques centaines d'hectares de bonnes terres, élus UMP et PS protestent et font signer

La vie des régions

Alsace - Le MEI Alsace se réunit tous les 4e vendredi du mois autour d'un repas convivial pour discuter des thèmes de mobilisation et aborder un sujet global, parfois avec un invité extérieur. Le Mouvement a pris sa part à la campagne référendaire en faveur du Conseil d'Alsace (2 conférences de presse, 4 réunions publiques) ainsi que dans le débat sur la transition énergétique. Il a pris publiquement position contre la réalisation de la 2e tranche de la LGV Rhin Rhône et milite pour un assainissement du site d'enfouissement de déchets dangereux Stockamine (dans une ancienne mine de potasse). Il va rencontrer le liquidateur désigné par le gouvernement pour préparer la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. Les élus du MEI sont impliqués dans bien d'autres dossiers.

Pays de Loire - Le MEI Pays de Loire est impliqué depuis des années dans le refus de l'aéroport de Notre Dame des Landes. Il soutient la ville en transition de La Roche sur Yon, participe au collectif des opposants à un projet de méthanisation industrielle des lisiers de porcs au-dessus de l'estuaire à Laiguillon sur Vie, et conteste l'implantation d'un troisième supermarché à Sainte Pazanne (5 000 habitants). Comme l'Alsace, il prépare les municipales.

Rhône Alpes (sans les Savoie) - La région Rhône Alpes est celle qui, en ce début d'année 2013, enregistre le plus grand nombre de nouvelles adhésions. Le MEI est très actif sur la région de Lyon.

Lorraine - Le MEI Lorraine prépare les élections municipales, notamment à Saint Dié (Fabien Niezgodà) et à Etain (Yves Dhyver). Il a co-organisé une réunion publique avec l'association Anticor à Metz (42 personnes) en invitant A. Waechter comme conférencier

Franche Comté - L'action de l'adjoint au maire MEI de Lons (Jacques Lançon) crée une dynamique exemplaire de développement du bio et des circuits courts au service de la protection des eaux et de la limitation des émissions de gaz à effet de serre. La promotion par le MEI de la fibre de bois comme isolant commence aussi à être entendu.

Aquitaine - Les responsables bordelais du MEI (Jean-Marc Ferrari, Sylvie Ferrari) ont organisé, dans le cadre de l'Université, un cycle de conférences sur les thèmes écologistes qui a connu un succès de fréquentation. Le groupe prépare, par ailleurs, les municipales à Bègles, Pau, Assat (Jacques Mahourat)...

Nord Pas de Calais - Les deux conseillers régionaux MEI se sont impliqués dans le débat sur la transition énergétique, notamment à l'occasion de la venue de Jérémie Rifkin, auteur de « La troisième révolution industrielle ». Michel Hecquet sera tête de liste à Verquin, tandis que Francine Herbaut Dauptain, par ailleurs présidente de la commission formation permanente du conseil régional, conduira une liste à Wattignie. Le maire de Marpent a rejoint le MEI. Les municipales se préparent aussi à Wimereux.

Municipales : soyez candidat et faites nous le savoir

La fonction d'un parti politique est de placer des citoyens dans les assemblées élues, de les former préalablement et de les soutenir ensuite dans l'exercice de leur mandat. Les élections municipales auront lieu en mars 2014. Soyez candidat dans votre commune pour porter le message des écologistes. Le MEI vous propose des formations (cela commence aux journées d'été), des rencontres avec d'autres élus et vous soutien. Prenez contact avec Fabien NIEZGODA, vice-président en charge des élections : 03 29 50 43 66 ou écrivez au siège du MEI.

SOUTENEZ LES ECOLOGISTES—MEI

Les dons et les cotisations constituent provisoirement la seule ressource du Mouvement. Tout soutien est le bienvenu. Il donne droit à une déduction fiscale de 66 %.

ADHERER - S'INFORMER - NOUS SOUTENIR

ADHERER

- 40 Euros (66% de déduction fiscale)
- 16 Euros, si non imposable

S'INFORMER

- Recevoir la charte et les statuts du M.E.I.
- Connaître les coordonnées de l'animateur de ma région

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Code Postal..... Ville.....

Tél..... Mobile.....

Mèl.....

A retourner avec le règlement par chèque à:

Analyse

Un référendum raté

Par Antoine Waechter

Les Alsaciens étaient appelés à se prononcer par référendum (7 avril) sur le projet de fusionner les deux départements du Rhin et la Région en une collectivité unique, le Conseil d'Alsace. La fusion permettait de construire de vraies stratégies dans le domaine des transports (une autorité unique pouvant arbitrer entre la route et le rail), de l'environnement, de la culture... et elle mettait un terme à l'existence d'une assemblée bicentenaire (le Conseil général) qui n'a plus de sens. Le Conseil d'Alsace se voyait attribuer des pouvoirs réglementaires et aurait bénéficié d'un budget de 2,5 milliards d'euros.

Le oui n'a pas réuni le quart des suffrages des électeurs inscrits (trop forte abstention) et a manqué dans le Haut-Rhin, deux conditions nécessaires pour valider le résultat. Les centres (les villes, la région strasbourgeoise) ont approuvé le projet, tandis que les périphéries géographiques (celles qui se sentent le plus éloignées de Strasbourg) et sociales (les quartiers défavorisés de Mulhouse et Strasbourg) l'ont rejeté.

Nous savons que la matière institutionnelle n'est pas une matière référendaire. Mais, de plus, ce handicap initial pour la participation électorale a été amplifié par l'affaire Cahuzac (qui a explosé deux jours plus tôt), par les réticences exprimées par plusieurs conseillers généraux hauts-rhinois, par la campagne d'opposition du maire UMP de Colmar, par la division du PS sur ce sujet et par l'absence de toute communication nationale sur le référendum.

Le MEI a fait campagne pour le oui, tout comme les Verts, l'UMP, les Régionalistes et la moitié du PS. Le FN, le Front de Gauche et l'autre moitié du PS ont fait campagne pour le non. Au final, c'est l'abstention qui a gagné. Les électeurs ne se sont pas mobilisés pour parachever la régionalisation amorcée en 1986.

La vie du Mouvement

Elections partielles

Emmanuel PRUVOST, avec pour suppléante Francine HERBAUT DAUPTAIN, a représenté le MEI lors de l'élection législative partielle dans la 13e circonscription des Hauts de Seine. Il a réuni 1,73 % des suffrages. EELV soutenait un radical de gauche.

Magali MANUS, avec pour suppléant Olivier GOUDOU, était candidate dans la 6e circonscription de l'Hérault. Elle a obtenu 0,81 % des suffrages, soit un peu mieux que lors des élections générales de juin. EELV soutenait la candidate du PS.

Rencontres ministérielles

Une délégation du MEI a successivement été reçue aux ministères de l'Intérieur, du Logement et de l'Écologie. Au ministère de l'Intérieur, le Mouvement a plaidé pour l'instauration du scrutin proportionnel et du référendum d'initiative populaire et demandé une modification des règles de financement de la vie politique. Au ministère de Cécile Duflot, la délégation a fait des propositions d'évolution du code de l'urbanisme, notamment pour permettre au citoyen de jouer son rôle de contrôle, apporté son soutien à l'action des pouvoirs publics contre l'étalement urbain et demandé un retour à une limitation des grandes surfaces commerciales. Enfin, auprès de Delphine Batho, la délégation a souhaité une relance de la politique du paysage, plaidé le cas de la forêt et des indigènes de la Guyane française et évoqué le débat national sur la transition énergétique.

Réunions des instances

Le Conseil national s'est réuni le 20 janvier et les 13 et 14 avril à Paris. La réunion de janvier a été précédée d'un séminaire de préparation d'un plan de développement du Mouvement, animé par Francine Herbaut Dauplain. Pour aborder la séquence électorale de 2014, municipales en mars, européennes en juin et sénatoriales en septembre, le Conseil encourage tous les adhérents à se présenter aux élections municipales, invite les responsables départementaux à former des listes sénatoriales, et consulte des partenaires potentiels pour constituer les listes européennes. Toutes les options sont ouvertes, d'autant que le partenaire de 2012 (EELV) se montre (provisoirement ?) dans l'incapacité de répondre aux propositions du MEI.

Relations avec les partenaires

Le MEI a noué un partenariat avec Europe Écologie Les Verts pour les élections présidentielles et législatives de 2012. Le Conseil national en a tiré un bilan mitigé. Les rapports avec les Verts sont fructueux en Alsace et en Nord Pas de Calais, mais ils sont au point mort au national et dans de nombreuses régions. Génération Écologie s'est liée au Parti radical de Gauche, tandis que Cap 21 et le MODEM s'interrogent sur leur existence. Le Mouvement réfléchit sur ses partenariats futurs. Il a demandé aux Verts de répondre sur le principe de listes communes aux européennes avant la fin du mois de juillet 2013.

Bibliographie

par Fabien Niezgodà

Les Yeux grands fermés. L'immigration en France.
Michèle Tribalat. Denoël, 2010.

Michèle Tribalat, démographe et directrice de recherche à l'INED, spécialiste de l'immigration en France, a toujours eu le souci de mener son travail scientifique sans œillères idéologiques. Quand elle introduisit en 1992 un principe méthodologique de décompte par origines ethniques, elle s'attira les foudres de nombre de ses collègues, tel Hervé Le Bras. Dans cet essai récent, elle réaffirme son refus d'un "embrigadement des sciences sociales" qui a été réalisé "au détriment d'une pensée raisonnée qui se serait attachée à penser à partir des faits et de la réalité". "L'immigration est sacralisée au point que le désaccord ne peut exister et être raisonnablement débattu", regrette-t-elle encore.

Malgré ce climat pesant, M. Tribalat s'attache à une analyse objective du phénomène de l'immigration en France, en montrant les biais méthodologiques par lesquels la réalité est habituellement déformée (la référence au seul solde migratoire par exemple), et en expliquant comment la politique migratoire est progressivement passée "hors du champ démocratique", par les institutions européennes et une judiciarisation croissante. L'argumentaire immigrationniste basé sur l'idée du déséquilibre de la pyramide des âges ("financer les retraites"...), est rigoureusement démonté (l'auteur précisant par ailleurs que la promotion de la fécondité pour les mêmes raisons est évidemment tout aussi absurde), tandis qu'une riche synthèse de différentes études, souvent étrangères, sur l'impact économique de l'immigration, confirme l'intuition parfois oubliée de Marx qui voyait dans l'immigration "l'armée de réserve du grand capital" : les immigrés n'occupent pas "les emplois que les natifs ne veulent pas", mais permettent simplement de les pourvoir à moindre coût ! Enfin, les derniers chapitres sont consacrés à l'impact de l'immigration sur le territoire, difficile à mesurer nationalement en raison des blocages de l'INSEE, et à la façon dont la Commission nationale consultative des droits de l'homme organise des sondages particulièrement orientés, dans la formulation des questions comme dans l'analyse des réponses.

Michèle Tribalat
**Les Yeux
grands fermés**

L'IMMIGRATION EN FRANCE



DENOËL

Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès.
Jean-Claude Michéa. Climats, 2011.

Jean-Claude Michéa, grand lecteur et commentateur de George Orwell, se situe dans la lignée du socialisme originel, très critique vis-à-vis du "progrès" et de la "modernité", fourriers de l'aliénation. Partisan assumé de la décroissance, le philosophe montpelliérain montre dans ce livre la façon dont l'homme moderne, produit de l'anthropologie libérale, a désormais, l'interdiction de jeter le moindre regard en arrière, tel Orphée revenant des Enfers. "C'était mieux avant" est devenue la phrase taboue ou ridicule par excellence pour les bien-pensants. Michéa montre comment la plupart des socialistes, au départ souvent motivés par un idéal de "décence ordinaire" et le souhait d'une société libre, égalitaire et conviviale, se sont finalement, autour de l'affaire Dreyfus, ralliés à "la Gauche", c'est-à-dire à un progressisme qui était d'abord l'idéologie de la bourgeoisie libérale. Résultat : "le capitalisme prospère, faisant spectacle des critiques censées le remettre en cause". La lecture de Michéa, très revigorante et stimulante, ne pourra que renforcer chez les écologistes le refus de s'inscrire dans le piège du clivage droite gauche.

JEAN-CLAUDE
MICHÉA

LE COMPLEXE
D'ORPHÉE

LA GAUCHE, LES GENS ORDINAIRES
ET LA RELIGION DU PROGRÈS

CLIMATS

Calendrier

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE 2013

14 et 15 septembre 2013 à Paris (Enclos Rey)

Rapports statutaires, élections du Président et du CN, motion d'orientation

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

14 septembre 2013 à Paris (Enclos Rey)

Modification du code des conflits

Conseils nationaux

24 août 2013 à Grésillon : choix des partenaires pour les européennes, textes pour l'AG

23–24 novembre 2013 à Paris : élection du bureau national

Suivez la vie du Mouvement en vous branchant sur le site Internet du MEI

<http://www.m-e-i.fr/>